



HAL
open science

Pratiques et savoirs agricoles dans la transition agroécologique.

Marc Barbier, Claire Lamine, Nathalie Couix

► **To cite this version:**

Marc Barbier, Claire Lamine, Nathalie Couix (Dir.). Pratiques et savoirs agricoles dans la transition agroécologique.. BARBIER, Marc ; LAMINE, Claire ; COUX, Nathalie. Editions des archives contemporaines, 299p., 2022, 9782813003560. <10.17184/eac.9782813003560>. <hal-03926568>

HAL Id: hal-03926568

<https://hal.inrae.fr/hal-03926568v1>

Submitted on 10 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Introduction et cadrage : Pourquoi et comment observer les transitions agroécologiques ?

Claire LAMINE(1), Marc BARBIER(2), Nathalie COUX(3)

(1) UR 767 ECODEVELOPPEMENT, INRAE Avignon

(2) UMR LISIS (UGE, INRAE, CNRS), Marne-La-Vallée

(3) UMR AGIR, (INRAE, Université de Toulouse), Castanet-Tolosan

Résumé : Ce chapitre introduit l'ouvrage faisant état de la méthode de travail d'un groupe de chercheuses et chercheurs fédérés par un projet de recherche participatif afin d'étudier un dispositif d'action publique visant à stimuler la transition agroécologique en France par un appel à projet innovant. Il présente les objectifs et la méthodologie générale d'un observatoire sociologique fondé sur une approche concertée d'analyse de différentes études de cas *in itinere* réalisées sur l'ensemble du territoire français métropolitain et mises en discussion auprès des acteurs pilotes des projets innovant, cela tout au long de son déroulement.

Mots-clés : transition agroécologique ; mobilisation collective pour l'agroécologie ; projet de recherche participatif ; observatoire sociologique ; méthodologie par études de cas

1 Introduction

En 2012, le ministère de l'agriculture s'engage dans un programme construit autour de l'agroécologie comme modèle central guidant la transformation de l'agriculture française, et intitulé « Produire autrement ». Ce choix politique s'inscrit dans un contexte où l'agriculture, en France comme ailleurs, se trouve soumise à un impératif croissant d'écologisation¹ des pratiques agricoles. Depuis le début des années 2010, divers programmes et initiatives au niveau national comme international (notamment par la FAO) mettent au premier plan l'agroécologie comme paradigme pour impulser une écologisation profonde de l'agriculture en lien avec les enjeux globaux : sécurité alimentaire, limitation des gaz à effet de serre, perte de biodiversité, adaptation

¹Cette notion, suggérée par des sociologues de l'environnement, désigne la prise en compte croissante des enjeux environnementaux dans les politiques et pratiques agricoles (Buttel, 2000 ; Mormont, 2009 ; Deverre et De Sainte Marie, 2008).

au changement climatique. De tels enjeux incite également à concevoir l'agroécologie dans ses rapports aux questions de souveraineté alimentaire (Kees, 2015), de résilience des systèmes agroalimentaires (Lamine, 2015) et de transitions agroécologiques en action (Elzen *et al.*, 2017).

Ces enjeux globaux questionnent les politiques de développement agricole et rural et invitent à une reconnexion entre agriculture, environnement, alimentation et santé. Ils impliquent également de nouveaux liens entre les acteurs agricoles, les décideurs publics, les entreprises des chaînes agro-alimentaires, les consommateurs et les partieprenantes de la société civile. Ce choix de l'agroécologie a très vite donné lieu à une intense activité de débat, de réappropriation et de « re-différenciation » au sein des mondes agricoles et de la société civile (Arrignon et Bosc, 2017 ; Lamine, 2015). Il a été soutenu par le déploiement d'un ensemble de dispositifs d'action publique visant, pour certains, dans la continuité de dispositifs antérieurs, à favoriser ou à encadrer les démarches de réduction de l'usage des produits de synthèse (Guichard *et al.*, 2017 ; Cerf *et al.*, 2017), ou à soutenir les formes d'agriculture écologisée, telles que l'agriculture biologique, déjà objet de programmes de soutien depuis les années 1990. Cette nouvelle politique a aussi engagé un mouvement de réorientation plus radicale, notamment de l'enseignement technique agricole (Mayen, 2016) et institué de nouveaux dispositifs de soutien à des démarches collectives d'agriculteurs. Ainsi, en 2013, peu après le lancement du projet agro-écologique pour la France, le ministère de l'agriculture lance l'appel à projets « Mobilisation Collective pour l'Agro-Ecologie » (MCAE), censé être préfigurateur des GIEE (Groupements d'Intérêt Economique et Environnemental) qui seront officiellement lancés avec la Loi d'avenir pour l'agriculture de 2014. Si le financement public par appel d'offre est de plus en plus ordinaire, l'appel MCAE ciblant directement des collectifs d'agriculteurs accompagnés par des intermédiaires variés portait une action assez inédite qui méritait un travail d'étude et de recherche spécifique.

En effet, avec l'appel MCAE, était à l'œuvre une forme *a priori* assez ordinaire d'action publique, forme qui s'est généralisée durant la dernière décennie pour appuyer la recherche et le développement agricole à travers le financement de projets évalués par des « pairs ». Mais elle a ceci de particulier qu'elle s'adresse très directement à des groupes d'agriculteurs (et autres acteurs) impliqués dans une action de développement et d'innovation que l'on peut qualifier de « venant de la base », suivant une modalité de contractualisation directe entre le ministère et des groupes d'agriculteurs et/ou d'autres acteurs représentés par un chef de file. Etudier cet appel à la fois comme dispositif d'action publique particulier et comme catalyseur de dynamiques qu'il était nécessaire de caractériser, s'est révélé être l'occasion et le moyen de coupler un travail scientifique sur la longue période et un travail d'étude embarqué au plus près des collectifs et de ceux qui les animent.

Il s'agissait alors de conduire une approche *in itinere* des projets lauréats à l'appel, non pas pour en faire l'évaluation comme cela peut avoir cours dans d'autres dispositifs (notamment avec ECOPHYTO 2018), mais bien pour produire un retour d'expérience et une forme d'auto-évaluation de ce que ces projets permettent de faire et d'envisager pour les collectifs eux-mêmes (Couix, 1997).

2 Pourquoi un observatoire sociologique des transitions agroécologiques ?

Le projet de cet observatoire, conduit entre 2014 et 2018, a eu pour objectif de produire des connaissances sur les dynamiques collectives soutenues par le dispositif « Mobilisation collective pour l'agro-écologie » de 2013. Cette activité a reposé sur une approche partenariale et participative : partenariat avec le ministère sur l'étude entreprise, et participation des collectifs dans les activités du projet. Ce projet et cet ouvrage ont mobilisé un groupe d'une dizaine de chercheurs et de trois doctorants, majoritairement sociologues, ainsi que les acteurs des collectifs suivis, pour certains, co-auteurs des chapitres qui suivent.

L'appel à projet MCAE offre un portefeuille de dynamiques collectives tout à fait intéressant, représentant une large gamme de situations tant en termes de composition des collectifs, d'ancienneté, d'institutionnalisation, de partenariat. Notre travail partait de l'hypothèse que les projets lauréats de l'appel d'offre étaient très variés dans la façon dont ils agençaient un contexte d'action local déjà là et la mobilisation de ressources dédiées à une action collective spécifique. Partant, chaque projet est porteur d'un agencement spécifique, mais ils forment pris ensemble une description du paysage des dynamiques locales et des dynamiques de changement et d'apprentissage autour de l'agroécologie. L'étude de cet ensemble d'initiatives permet de révéler ce que « agro-écologie » veut dire pour une diversité d'acteurs engagés dans ces projets, suivant des approches et des conceptions variées que nous avons tenté de comprendre et d'analyser, et ce que l'engagement dans des démarches soutenues par cet appel a conduit à faire faire à leurs participants. Ce travail s'est dès lors donné comme objectif de produire une vision globale de cette variété et de fonder un cadre commun de lecture et de description.

Il a exploré une diversité de questions dont cet ouvrage rend compte, portant à la fois sur l'instrument d'action publique lui-même et sur ce que cet instrument d'action publique performe au travers de sa mobilisation par les acteurs sur le terrain.

Concernant l'instrument d'action publique, le programme MCAE apparaît comme un levier d'action publique innovant par rapport à des modalités plus standard de distribution de l'aide publique en matière de développement agricole. Il assume à la fois une dimension allocative en privilégiant les pratiques agroécologiques et l'échelle collective et territoriale, et une dimension redistributive en orientant les soutiens vers des collectifs en mesure d'assurer une certaine cohésion économique et sociale sur des projets ayant un impact territorial assumé. De plus, nos observations de la mise en œuvre de cet appel à projet et par la suite des GIEE en région, suggèrent une nouvelle forme d'engagement de l'Etat dans le développement agricole suivant un modèle moins néo-corporatiste et plus délégitif qui ré-engage les services déconcentrés dans des logiques d'action publique plus territorialisées à défaut d'être encore réellement intersectorielles.

En ciblant l'étude sur ce que cet instrument d'action publique performe au travers de sa mobilisation par les acteurs sur le terrain, notre travail de suivi des collectifs a permis d'analyser les visions de l'agroécologie qui se déploient dans les collectifs,

les processus de production et de circulation de connaissances et les dynamiques collectives à l'œuvre dans ces collectifs. Ce travail témoigne, comme on le verra au fil des chapitres, de l'existence d'une demande de développement agricole ascendante différenciée, permettant d'appuyer la recherche par des collectifs d'agriculteurs (et autres acteurs) d'une certaine autonomie dans la façon de poser le(ur)s problèmes et de les rendre traitables, avec un effet fréquent d'inversion du rapport de prescription. Ces projets sont porteurs d'effets au-delà de leur propre espace d'action en générant des configurations d'organisation du développement agricole qui sollicitent les acteurs du développement agricole dans des relations plus symétriques. De cette manière, un programme comme MCAE est porteur d'apprentissages qui dépassent le niveau des projets, et permet de construire un regard prospectif sur les dynamiques de développement de l'agroécologie.

3 Un travail au croisement de différents champs sociologiques

Cet ouvrage s'inscrit au croisement de différents champs de travaux en sciences sociales : sur l'évolution des politiques publiques agricoles et notamment sur les processus d'émergence et d'institutionnalisation de l'agroécologie ; sur les changements de pratiques en agriculture et plus particulièrement sur les dynamiques collectives et multi-acteurs qui accompagnent ces changements ; et sur le déploiement de l'action par projet.

De nombreux travaux en sociologie et en sciences politiques se sont en effet intéressés au processus de « verdissement » des politiques agricoles et aux nouveaux cadres conceptuels ou référentiels (Muller, 2000) associés aux enjeux environnementaux (Alphandéry et Bourliaud, 1996 ; Deverre et Sainte Marie, 2008), parfois dans une perspective comparatiste à l'échelle européenne (Deverre & De Sainte Marie, 2008 ; LEARN, 2000 ; Ansaloni *et al.*, 2008 ; Barbier et Elzen, 2012). Les dispositifs visant une écologisation des pratiques agricoles (Mormont, 1996), mis en place à partir du milieu des années 1980, ont fait l'objet d'un nombre croissant de travaux, qu'il s'agisse des Opérations Locales Agri-Environnementales (Candau, 1999), des mesures agri-environnementales (Lemery *et al.*, 1997) ; de Natura 2000 (Rémy *et al.*, 1999) ; des Contrats Territoriaux d'Exploitation (Léger *et al.*, 2006) ; ou encore des Programmes de Maîtrise des Pollutions d'Origines Agricoles (Busca *et al.*, 2003). Certains de ces travaux tirent d'ailleurs un bilan assez critique de ces dispositifs, estimant par exemple qu'ils sont soumis à une dynamique d'appropriation stratégique, qui contribue à altérer la finalité environnementale initiale de l'action publique (Busca, 2010 ; Berlan-Darqué *et al.*, 2007). L'agenda du changement climatique et de la critique du « verdissement écologique » forme alors une situation de tension qui renforce des tensions épistémiques et des oppositions de modèles agricoles, et accompagne une segmentation professionnelle des mondes agricoles qui semble avoir des traits spécifiques dans la société française (Hervieu et Purseigle, 2013). Cependant, et c'est ici notre pari, cette situation invite également à réfléchir les conditions de possibilité de formes d'expérimentation collective et d'exploration de nouveaux agencements socio-techniques (Barbier, 2010).

Dans la période plus récente, se sont déployés un ensemble de travaux s'intéressant aux processus d'émergence et d'institutionnalisation de l'agroécologie, tant en France qu'au niveau international. La majeure partie de ces travaux concernent, en toute logique, des pays où l'agroécologie s'est affirmée comme référentiel d'action publique : le Brésil qui fut pionnier à cet égard, quelques autres pays d'Amérique Latine à commencer par Cuba, l'Equateur, le Venezuela et, plus récemment, l'Argentine et l'Uruguay, et la France bien sûr, sachant que dans les pays anglo-saxons et à l'échelle européenne, la mise en politique de l'agroécologie n'est dans les faits qu'émergente (Levidow, 2015). Dans le contexte latino-américain, l'agroécologie est principalement traitée en tant que proposition des mouvements sociaux paysans, lesquels ont de fait fortement influencé le développement des formes d'agriculture écologique en général et de l'agroécologie en particulier (Brandenburg, 2008 ; Almeida, 2003 ; Petersen *et al.*, 2013). Ces mouvements sociaux ont réussi à influencer les politiques publiques dévolues à l'agriculture familiale (au Brésil par exemple) grâce à l'arrivée d'agroécologues à des postes clés des gouvernements, et à la formation d'une nouvelle génération d'agroécologues qui devinrent professeurs et chercheurs dans les universités et centres de recherche (Lamine *et al.*, 2019a ; Ollivier *et al.*, 2019). Si « la révolution agroécologique » est vue par certains comme une « success story » (Altieri et Toledo, 2011), d'autres auteurs ont adopté un point de vue plus critique et qualifié l'agroécologie d'« écologie politique populiste » ou de « populisme agrarien » (Navarro, 2008 ; Bernstein, 2014 ; Jansen, 2015). D'autres encore, en s'appuyant sur un cadre d'analyse cognitive des politiques publiques (Muller, 2000) ont analysé le rôle du « forum agroécologique » dans le processus de construction des politiques pour l'agriculture familiale et plus récemment pour l'agroécologie au Brésil (Niederle et Grisa, 2013 ; Flexor et Grisa, 2016 ; Schmitt *et al.*, 2017). En France, où le processus de mise en politique de l'agroécologie est plus récent, commencent à apparaître à ce sujet des travaux s'inscrivant aussi dans l'analyse cognitive des politiques publiques (Muller, 2000 ; Arrignon et Bosc, 2015).

Ce projet de recherche, quant à lui, s'inscrivait dans un travail collectif plus large portant sur l'agroécologie au niveau international (Ollivier et Bellon, 2013 ; Hubert, 2013 ; Doré et Bellon, 2019), et visant à analyser comment le référentiel de l'agroécologie émerge et tend à s'instituer dans différents pays sous l'effet des interactions entre les arènes scientifiques, politiques, professionnelles et civiques (Compagnone *et al.*, 2018 ; Lamine *et al.*, 2019b), mais aussi comment différentes visions de la transition agroécologique engagent des relations différentes au changement lui-même, que l'on peut caractériser par des perspectives plus fermées et déterministes ou à l'inverse plus ouvertes ou *open-ended* (Lamine *et al.*, 2021).

D'autres travaux ont plutôt visé à étudier les changements de pratiques opérés par les agriculteurs au fil de leurs trajectoires, et les facteurs facilitant ou contraignant ces changements. Ces facteurs tiennent à la fois à la trajectoire elle-même et aux antécédents propres aux agriculteurs, mais aussi aux réseaux professionnels dans lesquels ils sont insérés (ou non), qu'ils soient économiques, professionnels ou même non agricoles. La question des dynamiques de changement et d'apprentissage en lien avec un environnement institutionnel et professionnel, importante à investir sur le plan méthodologique (Lemery *et al.*, 1996 ; Barbier et Lemery, 2000), a conduit à approfondir la question du rôle du conseil en agriculture (Rémy *et al.*, 2006 ; Compagnone

et al. 2009 ; Compagnone, 2012). Ces facteurs tiennent aussi plus largement aux interdépendances propres au système socio-technique « agri-alimentaire », que l'on peut définir comme l'ensemble des acteurs et institutions qui contribuent à la production, à la transformation, à la distribution et à la consommation des aliments, et des règles et dispositifs qui les relie (Lamine, 2011 ; Ricci *et al.*, 2011).

Des travaux récents ont investigué plus particulièrement le rôle des dynamiques collectives dans le champ du développement agricole, impliquant une attention aux rôles des savoirs et des situations de changement (Béguin et Cerf, 2009 ; Elzen, *et al.*, 2012), et notamment le rôle des dynamiques qui associent des acteurs non agricoles dans les changements de pratiques agricoles (Lamine, 2008 ; Cardona *et al.*, 2012 par exemple). De ce point de vue, MCAE offre comme dit précédemment, un portefeuille de dynamiques collectives tout à fait intéressant, par la diversité des situations. Leur étude invite à croiser les approches centrées sur les pratiques agroécologiques et les expérimentations collectives visées avec les approches portant sur les dynamiques collectives issues du monde du développement agricole mais aussi sur les dynamiques territoriales (Busca et Salles, 2001 ; Lamine, 2012).

Enfin, ce projet s'inscrit dans des travaux en sociologie qui considèrent la forme du projet comme un mode d'organisation qui se substitue à une action en plan (Thévenot, 1995), elle-même caractéristique d'une rationalisation de l'action publique spécifique à une période révolue de planification stratégique, que l'on peut associer au régime fordiste et de l'Etat providence. Luc Boltanski et Eve Chiapello (1999) ont décrypté il y a une vingtaine d'années déjà le basculement vers une « projectification » généralisée. A un niveau d'analyse plus proche des acteurs et de l'action, d'autres auteurs se sont intéressés à l'effet d'une écologie régionale de projet (Grabher 2004), aux formes d'apprentissage dans les organisations (Lundin and Midler, 1998) voire même au niveau des projets eux-mêmes en lien avec l'organisation (Scarborough *et al.*, 2004). L'action par projet suppose une gestion des rapports moyens/fins et des modes de gestion spécifiques, dans l'entreprise comme au niveau de l'Etat (Lascoumes et Le Gales, 2005). Ce déploiement de l'action par projet conduit également à développer des principes d'auditabilité des moyens et des fins suivant des modes d'évaluation de l'action publique au regard de principes d'efficience notamment.

C'est au regard d'une telle généralisation de l'action par projet qu'il était donc pertinent de faire du dispositif « Mobilisation collective pour l'agro-écologie » (MCAE) un objet d'investigation. A la différence d'une perspective d'évaluation des politiques publiques, il s'agissait pour nous de considérer avant tout la structure sociologique et thématique du portefeuille de projets constitué par l'appel d'offre. Une première étape a été de caractériser cet ensemble suivant des descripteurs extraits d'une analyse textuelle des contenus. La connaissance de ce « paysage », dont nous rendrons compte dans le premier chapitre, permettra de re-situer les dynamiques de changement et d'apprentissage spécifiques aux formes-projets dans la recherche et le développement agricole.

4 Méthodologie générale de la construction d'un observatoire sociologique

Le groupe d'appui qui a accompagné la construction de l'appel à projets (AP) « Mobilisation collective pour l'agro-écologie » avait suggéré une analyse des dynamiques induites, intention de fait mentionnée dans la circulaire de juin 2013 définissant cet appel à projet. Le projet de recherche intitulé Obs-TAE pour « Observatoire Sociologique des Transitions Agroécologiques » a été financé par le Ministère de l'Agriculture, en proposant une démarche fondée sur la constitution d'un travail d'observation accompagnant la conduite des projets innovants retenus dans le cadre de l'appel à projet. Ce projet a articulé plusieurs activités d'étude et de recherche dans l'objectif de produire des connaissances scientifiques et de co-produire une capacité d'auto-évaluation pour les acteurs, avec trois principaux niveaux d'investigation et de production de résultats :

- La caractérisation de l'ensemble des projets lauréats et soumis, suivant leur implantation, leurs thématiques, leurs structures porteuses, les partenariats qui les constituent, visant une lecture globale du paysage formé par cet ensemble de projets ;
- Un ensemble d'études sociologiques conduites par le collectif de chercheurs dans le cadre d'une méthodologie commune appliquée pour l'analyse des dynamiques d'innovation portés par 16 projets lauréats choisis pour leur originalité mais permettant d'appréhender la diversité de l'ensemble ;
- Une animation associant les chefs de file des collectifs des projets étudiés, les chercheurs engagés dans cette opération et les responsables de cet appel à projet au sein du ministère, ainsi que quelques référents des DRAF pour fonder une démarche participative de suivi et de réflexion *in itinere*.

Les chercheurs du projet ont suivi de manière coordonnée et sur la durée (de 1 à 3 ans) les 16 projets sélectionnés, sur la base de thématiques et principes transversaux, sachant que chaque chercheur ou doctorant portait bien sûr des questionnements spécifiques, liés à ses propres thématiques de recherche. Les cas étudiés ont été choisis parmi l'ensemble des 103 projets lauréats suivant un objectif d'étude de démarches innovantes et non en suivant une stratégie d'échantillonnage – qui aurait inopérante au regard du nombre de cas qu'il était possible d'étudier et de la variété trop importante de variables à prendre en compte. Nous avons donc visé une diversité (et non pas une représentativité) en termes de type de porteurs, d'innovation, de systèmes de production, de démarche d'accompagnement, et de régions. Nous assumons dans ce choix, la sur-représentation de collectifs issus de structures « alternatives », qui découle d'une orientation délibérée vers la « capture » des configurations inédites dans le paysage de l'accompagnement des dynamiques collectives de transition agroécologique. Il est à noter que la majorité des collectifs étudiés ont ensuite obtenu leur labellisation en GIEE, mais pas tous, ce qui indique un décalage subsistant et peu évitable entre la réalité des dynamiques collectives à l'œuvre sur le terrain, et les orientations normatives imposées. Concrètement, ce suivi s'est appuyé sur une participation régulière

aux réunions des collectifs étudiés et sur un ensemble d'entretiens avec leurs membres et leurs partenaires ainsi que d'autres acteurs apparaissant comme pertinents par rapport aux problématiques posées.

Enfin, tout au long du projet de recherche, quatre séminaires ouverts associant les porteurs des projets lauréats suivis, des responsables du ministère de l'agriculture (DGPE et des référents des DRAAF) et les chercheurs ont été organisées entre 2015 et 2017, ainsi qu'un colloque final, rassemblant près d'une centaine de participants, en septembre 2018. Ces journées d'échange, informées par les études de terrain, ont permis au fil du travail collectif, de caractériser et discuter l'état d'avancement des études ; de prendre connaissance de certaines situations pertinentes pour fonder une réflexion sur des situations choisies ; de réfléchir les aspects méthodologiques ; de discuter des résultats intermédiaires ou finaux ; de discuter plus largement du dispositif et de son intérêt ; et d'entendre le cas échéant des intervenants extérieurs apportant par exemple une mise en perspective historique.

5 Présentation de l'ouvrage

L'ouvrage comporte trois parties traitant respectivement des visions de l'agroécologie qui se déploient dans les collectifs, des processus de production et de circulation de connaissances et enfin des dynamiques collectives à l'œuvre dans ces collectifs. Ces parties sont composées chacune d'un chapitre introductif et de deux ou trois chapitres monographiques, rendant compte de nos études de cas. En amont, le premier chapitre de l'ouvrage, écrit par M. Barbier, G. Ollivier et C. Lamine, présente la généalogie du dispositif MCAE en le situant dans la trajectoire plus longue des politiques d'écologisation de l'agriculture, la caractérisation de l'ensemble des projets lauréats fondée sur une analyse textuelle de leurs textes et enfin les méthodes de travail adoptées dans notre observatoire.

La première partie de l'ouvrage s'interroge sur la construction du sens donné aux pratiques d'écologisation dans les collectifs de l'appel d'offre MCAE, en la considérant comme tout à la fois un travail interne au groupe considéré et un processus en prise constante avec l'extérieur, voire explicitement dirigé vers l'extérieur. Le chapitre introductif, écrit par Guillaume Ollivier, Claire Lamine et Catherine Darrot, montre que cette production de sens participe d'un processus de légitimation qui emprunte plusieurs voies et articule l'agroécologie avec des modèles d'agriculture « déjà là », plus ou moins légitimés, qui servent, au moins initialement et partiellement, de cadre pour la construction d'un sens donné à l'action collective. Il analyse aussi plus spécifiquement la manière dont un principe sous-jacent mais structurant de l'agroécologie, l'autonomie, est travaillée dans les collectifs étudiés, au travers d'une diversité de situations et d'interprétations. Suivent trois chapitres consacrés à trois des collectifs suivis, dont deux sont des collectifs historiquement investis dans des modèles d'agriculture écologisée relativement institutionnalisés.

Dans la monographie sur le projet Terres et Bocages, Catherine Darrot et Thierry Guéhenneuc rendent compte de la confrontation des modèles de gestion du bocage. Ils montrent comment le modèle d'inspiration agroécologique, qui considère l'arbre comme un élément fonctionnel du paysage agricole, connecté avec l'espace productif,

et est basé sur la réappropriation par les agriculteurs et propriétaires d'une gestion par des techniques douces, entre en conflit avec le modèle de gestion mis en place par les collectivités locales pour la réimplantation du bocage.

Dans l'analyse du projet Pays'AMAP, Claire Lamine, Denis Carel et Hélène Proix montrent comment un collectif s'inscrivant dans l'agriculture biologique paysanne depuis une quinzaine d'années, trouve à s'insérer dans le nouveau référentiel de l'agroécologie, et revendique même d'en avoir été pionnier de par l'intégration de la question alimentaire et du lien producteur/consommateur, tout en étant contraint par sa spécificité qui est d'être un collectif où les consommateurs sont plus nombreux que les producteurs. Dans ce collectif, la question de l'identité professionnelle du paysan en AMAP (autour d'enjeux très spécifiques en termes de diversité, de travail et de commercialisation) l'emporte sur celle du modèle agricole en tant que tel.

Enfin, dans la monographie de Sol en Caux, Marc Barbier montre comment ce collectif plus récent s'investit dans un modèle d'agriculture en voie de reconnaissance, l'agriculture de conservation et les techniques de culture simplifiées. Il analyse le passage d'une problématique historique de gestion de l'érosion des sols à la constitution d'un modèle agroécologique qui se réfère à et hybride de multiples modèles techniques. Ces emprunts sont expérimentés pour recréer une technicité dans une perspective d'autonomie professionnelle mais aussi de construction d'une légitimité du modèle vers l'extérieur de la profession, en particulier vers les pouvoirs publics.

La deuxième partie traite de la production, de la circulation et de l'institutionnalisation des connaissances de l'agroécologie. Son chapitre introductif, écrit par Marc Barbier, Stéphanie Barral et Jessica Thomas, analyse les différentes trajectoires de production et de mobilisation de connaissances pour saisir d'une part le type de connaissances en jeu et d'autre part les engagements dans l'action des groupes pris dans des injonctions institutionnelles de résolution de problématiques locales et de capitalisation de leurs apprentissages. Cette partie comporte ensuite deux chapitres monographiques.

Dans son étude de cas portant sur l'APAD62, collectif développant les Techniques Culturelles Simplifiées, Jessica Thomas analyse les processus de formalisation des connaissances pour leur mise en circulation et leur mise en visibilité, au sein et à l'extérieur du groupe et les effets en termes d'évolution de l'identité professionnelle vers une posture d'expérimentateur, d'innovateur et éventuellement de formateur. Les activités du groupe à destination d'autres professionnels et des autorités territoriales sont également analysées et appréhendées comme autant d'entreprises de légitimation, appuyées par les connaissances produites par les agriculteurs.

Alors que ce groupe produit des connaissances génériques pour gagner en légitimité externe, le groupe du Civam Paca, étudié par Guillaume Ollivier, cultive un rapport plus endogène et singulier aux connaissances. Du fait de sa grande diversité, le groupe éprouve des difficultés à stabiliser des thématiques de travail puis à élaborer un protocole d'expérimentation partagé, même s'il parvient à produire des formes de connaissances valides pour les maraichers.

Enfin, la troisième partie traite des dynamiques collectives. Son chapitre introductif, écrit par Nathalie Couix, Camille Lacombe, Floriane Derbez et Martine Napoleone, porte un regard transversal sur l'ensemble des 16 projets étudiés et analyse la manière dont ces collectifs se sont constitués, se sont maintenus et ont pu évoluer, la façon dont la figure du projet se décline dans les différents collectifs, ainsi que les enseignements qu'apportent ces études de cas quant à l'accompagnement de la transition agroécologique. Trois collectifs très contrastés sont étudiés dans cette partie, dont les deux premiers ont la particularité de mettre au premier plan non seulement un collectif d'agriculteurs, mais aussi d'autres acteurs. Le premier, Fricato, analysé par Martine Napoleone, Olivier Gravas, Anne Rouquette, Roberto Cittadini et Elodie Campoy, vise la valorisation des friches péri-urbaines littorales et l'amélioration de l'autonomie fourragère d'éleveurs pastoraux en piémont. Il représente donc une forme de reconception à l'échelle territoriale d'un système de polyculture élevage dans une dynamique de transition agroécologique.

Le deuxième projet, Salsa, analysé par Camille Lacombe, Estelle Gressier et Nathalie Couix, avait pour objectif d'engager la transition agroécologique d'un ensemble d'élevages ovin-lait, via la mobilisation d'un outil de diagnostic global des fermes, qui permettrait d'identifier les bonnes pratiques et les leviers d'action à mettre en œuvre pour améliorer les performances agroécologiques des fermes. Le chapitre montre comment ce projet a permis de renforcer la contribution des agriculteurs dans la construction de leur propre transition. Enfin, le dernier projet, celui de l'Addear 42, analysé par Floriane Derbez, porte sur un groupe d'agriculteurs développant des échanges entre eux et avec de nouveaux acteurs autour des maïs population. Il montre que ces maïs contribuent, du fait de leurs caractéristiques internes, à la production de modalités d'organisation particulières du groupe, tandis que sous l'effet des demandes de nouveaux agriculteurs, le groupe est conduit à redéfinir et repenser ses modalités d'organisation et son fonctionnement.

En conclusion, nous reviendrons sur les principaux apports de notre travail de construction d'un observatoire sociologique ainsi sur les enjeux de sa poursuite. Cette conclusion tirera les enseignements de cette expérimentation collective et des conditions d'un travail de recherche combinant la participation dans l'étude empirique de situations de transition agro-écologique et la production de connaissances scientifiques pour l'action publique comme pour les acteurs mobilisés dans l'innovation et le changement pour une agriculture « produisant autrement ».

Références

- Almeida, Jalcione (2003). « A agroecologia entre o movimento social e a domesticação pelo mercado », *Ensaio FEE*, 2003, vol. 24, no 2.
- Alphandéry Pierre, Bourliand Jean (1996). « L'agri-environnement, une production d'avenir ? ». In : *Études rurales*, n°141-142. *Cultiver la nature*. pp. 21-43 ; <https://doi.org/10.3406/rural.1996.3551>
- Altieri, Miguel A. ; Toledo Victor Manuel (2011). « The agroecological revolution in Latin America : rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants », *Journal of Peasant Studies* , vol. 38, No3, p. 587-612.
- Ansaloni, Matthieu, et Eve Fouilleux (2008). « Terroir et protection de l'environnement : un mariage indésirable ? À propos d'intégration de critères environnementaux dans un instrument de politique agricole », *Politiques et management public*, Vol 26 no 4 p. 3-24.

- Arrignon, Mehdi, et Bosc Christel (2015). « La transition Agroécologique Française : Réenchanter L'objectif de Performance Dans L'agriculture ? », Congrès de l'Association française de science politique, Jun 2015, Aix-en-Provence, France. hal-02181436.
- Arrignon, Mehdi ; Bosc, Christel (2017). « Le plan français de transition agroécologique et ses modes de justification politique. La biodiversité au secours de la performance agricole ? », in Daniel Compagnon (dir.), *Les politiques de biodiversité*. Presses de Sciences Po, France, p. 205-224.
- Barbier, Marc (2010). « The ecologization of agricultural sciences and technology and the role of social studies about it », *Przegląd Socjologiczny*, Vol 59, No.2, p. 9-28.
- Barbier, Marc ; Lemery, Bruno (2000). « Learning” through Processes of Change in Agriculture : a methodological Framework », in *LEarn Group, Cow Up a Tree, Knowing and Learning for Change in Agriculture and Rural Development. Case Studies from Industrialised Countries*. INRA Ed. Coll. Science Update (2000), p. 381-393.
- Barbier, Marc and Elzen, Boelie (Eds.) (2012). *System innovations, knowledge regimes, and design practices towards transitions for sustainable agriculture*. Paris : INRA Edition, 262 p.
- Béguin, Pascal et Cerf, Marianne (2009). *Dynamique des savoirs, dynamique des changements*, Toulouse : Octarès Éditions, 306 p.
- Berlan-Darqué, Martine, Luginbühl, et Terrasson, Daniel (2007). *Paysages : de la connaissance à l'action*. Paris : Éditions Quae, 2007.
- Bernstein, Henry (2014). « Food sovereignty via the ‘peasant way’ : a sceptical view », *Journal of Peasant Studies*, vol 41 No 6, p. 1031-1063.
- Brandenburg, Alfio (2008). “Mouvement Agroécologique Au Brésil : Trajectoire, Contradictions et Perspectives.” *Natures Sciences Sociétés*, No 16 p. 142–47.
- Boltanski, Luc, et Eve Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Busca, Didier (2010). *L'action publique agri-environnementale. La mise en oeuvre négocié des dispositifs*, Paris, Edition L'Harmattan.
- Busca, Didier ; Gendre, Corinne ; Salles, Denis, et al. (2003). *Comment intégrer les contraintes environnementales en agriculture ?*. Montréal : Presses Universitaires de Montréal.
- Busca Didier, Salles Denis, (2001). « Agri-environnement : les territoires font la loi », *Environnement et Société*, numéro Normes et environnement, n°26, Fondation Universitaire Luxembourgeoise.
- Buttel, Frederick H. (2000). « Reflections on the Potentials of Ecological Modernization as Social Theory ». *Natures Science Sociétés*, Vol 8 No1, pp. 5-12.
- Candau, Jacqueline (1999). « Usage du concept d'espace public pour une lecture critique des processus de concertation », *Économie rurale*, Vol 252 No 1 p. 9-15.
- Cardona, Aurélie ; Lamine, Claire ; Hochereau, François (2012). « Mobilizations and local facilitations towards the reducing use of pesticides : incentives strategies targeting farmers in the Paris area », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, Vol 93 No 1 p. 49-70.
- Cerf, Marianne ; Le Bail, Marianne ; Lusson, Jean-Marie ; Omon Bertrand, (2017). « Contrasting inter-mediation practices in various advisory service networks in the case of the French Ecophyto plan ». *The Journal of Agricultural Education and Extension*, 2017, vol. 23, no 3, p. 231-244.
- Compagnone, Claude (2012). « Les appellations d'origine contrôlée comme ordre négocié », *Négociations*, No 2 p. 63-80.
- Compagnone Claude ; Auricoste Carole ; Lémery, Bruno (2009). *Conseil et développement en agriculture : quelles nouvelles pratiques ?*, Dijon / Paris : Educagri et Quae.
- Compagnone, Claude ; Lamine, Claire, et Dupré, Lucie. (2013). « La production et la circulation des connaissances en agriculture interrogées par l'agro-écologie. De l'ancien et du nouveau ». *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 12, no 12-2.
- Coux, Nathalie (1997), *Evaluation chemin faisant et mise en acte d'une stratégie tatonnante. La stratégie chemin faisant*, Economica. (hal-02842975)
- Deverre, Christian et Christine De Sainte Marie (2008). « L'écologisation de La Politique Agricole Européenne. Verdissement ou refondation des systèmes agro-alimentaires ? », *Revue d'Etudes En Agriculture et Environnement*, Vol 89 No 906-2016-71157, p. 83-104.
- Doré, Thierry ; Bellon, Stéphane (2019). *Les mondes de l'agroécologie*. Paris : Editions Quae.

- Elzen, Boelie, *et al.* "Stimulating transitions towards sustainable farming systems." *Farming Systems Research into the 21st century : The new dynamic*. Springer, Dordrecht, 2012. p. 431-455.
- Elze, Boelie, Augustyn, Anna Maria ; Barbier, Marc, et van Mierlo Barbara (2017). *AgroEcological transitions : Changes and breakthroughs in the making*. Wageningen University & Research, 2017.
- Flexor, Georges, and Catia Grisa (2016). « Contention, ideas, and rules : the institutionalization of family farm policy in Brazil », *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies/Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, vol 41 No 1 pp. 23-37.
- Grabher, Gernot (2004). « Temporary architectures of learning : Knowledge governance in project ecologies », *Organization studies*, Vol 25 no 9 pp. 1491-1514.
- Guichard, Laurence ; Dedieu, François ; Jeuffroy, Marie-Hélène ; Meynard, Jean-Marc, Reau, Raymond ; Savini, Isabelle (2017). « Le plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France : décryptage d'un échec et raisons d'espérer », *Cahiers Agricultures*, Vol. 26 no 1 p. 14002.
- Hervieu, Bertrand et Purseigle, François (2013). *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin, coll. « U Sociologie », 318 p.
- Hubert, Bernard (2013). *L'agroécologie : une mise en tension de la pensée agronomique. L'agroécologie en Argentine et en France*. Regards croisés, Paris : L'Harmattan, p. 121-150.
- Jansen, Kees (2015). "The Debate on Food Sovereignty Theory : Agrarian Capitalism, Dispossession and Agroecology." *The Journal of Peasant Studies* 42 (1) : 213-32.
- Lamine, Claire (2008). *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs*. Éditions Yves Michel.
- Lamine, Claire (2011). « Anticiper ou temporiser : injonctions environnementales et recompositions des identités professionnelles en céréaliculture », *Sociologie du travail*, Vol 53 No 1 pp. 75-92.
- Lamine, Claire (2012). « Changer de système » : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux », *Terrains et Travaux*, 20, 139-156.
- Lamine, Claire, (2015). « Sustainability and resilience in agrifood systems : Reconnecting agriculture, food and the environment », *Sociologia Ruralis*, 55, 1, 41-61.
- Lamine C., Brandenburg A., Billaud J.-P., (2019a). « Introduction – Perspectives franco-brésiliennes autour de l'agroécologie », *Nat. Sci. Soc.* 27, 1, 3-5.
- Lamine C., Niederle P., Ollivier G., (2019b). « Alliances et controverses dans la mise en politique de l'agroécologie au Brésil et en France » *Nat. Sci. Soc.* 27, 1, 6-19.
- Lamine C., Magda D., Rivera-Ferre M., Marsden T. (Eds) (2021). *Agroecological transitions, between determinist and open-ended visions*, Peter Lang International Academic Publishers.
- Lascoumes, Pierre, and Patrick Le Gales (2005). *"les instruments de l'action publique." gouvernement, organisation et gestion : l'héritage de Michel Foucault*. Québec : Presses de l'université Laval (2005).
- LEARN Group (2000). *Cow Up a Tree. Knowing and Learning for Change in Agriculture. Case Studies from Industrialised Countries*, INRA Editions, Paris, Science Update (2000).
- Léger, François, Vollet, Dominique, et Urbano, Ghislaine (2006). « Le Contrat Territorial d'Exploitation : la rencontre difficile d'un instrument à vocation territoriale et de la tradition sectorielle de la politique agricole française ». *Revue internationale des sciences administratives*, 2006, vol. 72, no 3, p. 405-419.
- Lemery, Bruno, Couix, Nathalie, Barbier, Marc et cartier, Stéphane (1996). « Agriculture et environnement : jeux d'acteurs, émergence de nouvelles formes d'organisation et recherche de coordinations sur les espace ruraux », *Revue Etude et recherche sur les systèmes agraires et le développement*, Paris, INRA SAD Edition.
- Lemery, Bruno, Barbier, Marc, Chia, Eduardo (1997). « Une recherche-action en pratique : entre production d'eau minérale et agriculture », *Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*, INRA Editions, p. 71-89. hal-01231602.
- Levidow, Les (2015). « European Transitions towards a Corporate-Environmental Food regime : Agroecological Incorporation or Contestation? » *Journal of Rural Studies*, 40 : 76-89.
- Lundin, R.A., Midler C. (Eds) (1998). *Projects as arenas for renewal and learning processes*, Kluwer Academic Publishers, Norwell, Massachusetts.
- Mayen, Patrick (2016). « Apprendre à produire autrement : quelques conséquences pour former à produire autrement ». *Pour*, 4 : 97-116.

- Mormont, Marc (1996). « Agriculture et environnement : pour une sociologie des dispositifs », *Économie rurale*, 236 (1) : 28-36.
- Mormont, Marc (2009). « Globalisations et écologisations des campagnes. » *Etudes rurales*, 183 (1) : 143-60.
- Muller, Pierre (2000). « L'analyse Cognitive Des Politiques Publiques : Vers Une Sociologie Politique de L'action Publique ». *Revue Française de Science Politique*, Vol 50 No 2 p. 189-207.
- Navarro, Zander (2008). « Nunca cruzaremos este rio » – A estranha associação entre o poder do atraso, a história lenta e a “sociologia militante”, e o ocaso da reforma agrária no Brasil », *Redes*, 13 (2) : 5-51.
- Niederle, André, Paulo and Grisa, Catia (2013), « Ideias e valores : a análise da ação pública a partir das interfaces entre a abordagem cognitiva e a economia das convenções », *Política Sociedade*, 12 (23), : 97-136.
- Ollivier, Guillaume et Bellon, Stéphane. (2013). « Dynamiques paradigmatiques des agricultures écologisées dans les communautés scientifiques internationales », *Natures Sciences Sociétés*, 21 (2) : 166-181.
- Ollivier, Guillaume, Bellon Stéphane, De Abreu Sá, Tatiana Deane, Magda Danièle (2019). Aux frontières de l'agroécologie. Les politiques de recherche de deux instituts agronomiques publics français et brésilien. *Nat. Sci. Soc.* 27(1) : 20-38.
- Petersen, Paulo, Eros Marion Mussoi, and Fabio Dal Soglio (2013). « Institutionalization of the agroecological approach in Brazil : advances and challenges », *Agroecology and Sustainable Food Systems* , Vol 37, No 1 p. 103-114.
- Rémy, Elisabeth, Alphanféry, Pierre et Billaud, Jean-Paul, *et al.* (1999). La mise en directive de la nature. De la directive Habitats au réseau Natura 2000, Rapport pour le ministère de l'Environnement (Doctoral dissertation, Ministère de l'Environnement).
- Rémy, Jacques, Brives, Hélène, et Lémery, Bruno (2006). *Conseiller en agriculture*. Dijon / Paris : Educagri et QUAE.
- Ricci, Pierre, Bui, Sibylle and Lamine, Claire (2011). *Repenser la protection des cultures : innovations et transitions*, Paris : Editions Quae.
- Scarborough, Harry, Swan, Jacky, Laurent Stéphane, Bresnen, Michael, *et al.* (2004). « Project-based learning and the role of learning boundaries », *Organization studies*, 25(9) :1579-1600.
- Schmitt, Claudia, Niederle, Paulo-André, Avila, Mario, Sabourin, Eric, *et al.*, (2017). « La experiencia brasilena de construccion de politicas publicas en favor de la Agroecologia », in Sabourin E., *et al.* (Eds), *Políticas públicas a favor de la agroecología en América Latina y El Caribe*, Porto Alegre, Evangraf, 73-122.
- Thévenot, Laurent (1995). « L'action en plan ». *Sociologie du travail*, 411-434.